

M. FOSTER : Lorsque le gouvernement eut reçu tout l'ouvrage qu'il voulait lui faire faire, il lui paya ce qui lui était dû. Et c'est tout.

M. MACDONALD (Huron) : A-t-on payé quelque chose à M. Kribbs ou à M. Spence pour recueillir des témoignages ?

M. FOSTER : Non.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Le ministre de la Justice nous a renvoyé à la page C-26 du rapport de l'Auditeur général, mais je n'y vois pas le renseignement demandé par mon honorable ami. Ce qu'il veut savoir c'est la somme payée à chaque commissaire.

M. FOSTER : Pour cela il faudrait additionner les sommes payées pendant les deux exercices qu'ont duré ces dépenses.

M. FRASER : Je suppose que c'est la dernière fois que la Chambre sera appelée à voter de l'argent pour cette commission.

M. FOSTER : Si l'honorable député désire voter un autre crédit.

M. FRASER : Pas du tout. Je crois que ce serait mal vue dans mon comté si je recommandais de nouvelles dépenses pour cette commission qui a déjà coûté trop cher, mais si ce crédit doit être le dernier, on devrait nous donner un état indiquant toutes les dépenses, par chapitre.

M. FOSTER : La chambre a adopté une motion pour la production d'un état contenant tous ces renseignements ; ce rapport sera prêt dans une couple de jour.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je doute fort qu'il soit prêt dans une couple de jours. La Chambre a ordonné la production de beaucoup de rapports que nous n'avons pas encore.

M. FRASER : Une fois que ce crédit aura été voté, il sera difficile de revenir sur ce sujet important. J'ignore si le ministre des Finances s'efforçait de ne pas rire ou s'il voulait en finir au plus tôt avec cette affaire désagréable, mais lorsqu'il est arrivé à l'item "dépenses diverses," il a à peine pu s'empêcher d'éclater. Toute l'affaire devrait être discutée à fond.

M. FOSTER : Le temps est mal choisi.

M. FRASER : Je me demande alors quand il viendra.

M. FOSTER : Si l'honorable député a un projet à exposer, il peut proposer une motion. Si l'opposition a un programme bien défini à faire connaître à la Chambre sur cette question, je serai heureux de l'entendre.

M. FRASER : Nous avons un programme bien arrêté, mais si nous entreprenions de l'expliquer on nous répondrait, que la Chambre n'est pas régulièrement saisie de cette question. Je ne prétends pas que toutes commissions sont des fraudes, mais dans celle-ci on a gaspillé un temps considérable à recueillir des témoignages.

M. Kribbs, valait à lui seul toute la commission, car il a terminé tout son travail, il y a plus de six M. CHOQUETTE.

mois, et a fait connaître le résultat de l'enquête aux gens du commerce qu'il représentait. Je ne vois pas pourquoi on a tant retardé à faire ce rapport. En voyant ces masses de témoignages, je trouve les remarques de l'honorable député de Bothwell, bien à propos. Si lord Macaulay avait vu ce rapport, il ne se serait jamais plaint du livre du Dr Nairn, comme il l'a fait. Ces volumes sont remplis des choses les plus futiles. On y trouve tout ce que n'importe qui voulait raconter devant la commission.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Il est vrai que n'importe quel député peut exposer un plan au sujet de la question qui nous occupe, mais cela n'empêche pas que tous ces tatonnements au sujet d'une politique dont l'honorable ministre s'est fait autrefois le champion, a coûté \$90,000, au pays et nous voulons savoir où cet argent est allé.

L'honorable ministre croyait avoir une politique, il y a quelques années, mais s'étant aperçu qu'il n'en avait pas, il s'est mis à chercher. À qui a-t-il payé ces \$90,000 ? Ce crédit ne devrait pas être voté avant qu'on nous ait donné ce renseignement. Le ministre devrait pouvoir nous le fournir. Il nous dit bien où est allée une partie de l'argent, mais non pas quelles sommes chaque commissaire a reçu. Beaucoup de personnes, en dehors de la Chambre aimeraient aussi à avoir ce renseignement.

M. FOSTER : Personne ne nie le droit de l'honorable député d'avoir ce renseignement ; mais il devrait raisonnablement être satisfait de la réponse que je lui ai donnée ; en demandant ce crédit complémentaire je n'ai pas pris mes mesures pour lui dire ce qu'il me demande. J'ai dit aussi que cet état avait été demandé, qu'on était à le préparer, et qu'on y trouvera tous les renseignements. Cela me paraît raisonnable.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Pas tout à fait. On nous demande en ce moment un crédit de \$8,000 pour parfaire une somme de \$90,000. Or le ministre n'ignore pas que lorsqu'il s'agit du crédit final, c'est l'usage de donner tous les renseignements sur l'emploi de l'argent voté et il me semble qu'il aurait dû se préparer en conséquence. Je suis bien convaincu que les conservateurs lorsqu'ils étaient dans l'opposition, insistaient pour avoir tous les détails dans des affaires comme celle-ci, mais je ne crois pas qu'il s'en soit présenté souvent.

M. FOSTER : Nous donnerons certainement tous les renseignements.

M. PATERSON (Brant) : Je n'ai pas entendu le ministre mentionner les dépenses de voyages des commissaires.

M. FOSTER : Elles se trouvent avec le compte de chaque commissaire.

M. McMULLEN : Je désire attirer l'attention du ministre sur une déclaration faite par sir John Thompson, en juillet 1894. En réponse à l'honorable député de Brant, (M. Paterson), il disait :

Jusqu'à présent la commission royale a coûté environ \$100,000.

Sir CHARLES-HIBBERT TUPPER : C'était une erreur.